

le fait que toutes les dépenses de l'Angleterre sont de £40,000,000 à part l'intérêt de la dette publique, tandis que ses dépenses pour les besoins coloniaux, annuellement, à part des Indes et des dépenses occasionnées par l'envoi de troupes aux colonies où des troubles ont lieu, ne sont que de £2,000,000 sterling, dont le Canada n'a reçu que £500,000 sterling. Quand ces faits sont pris en considération, je dis que l'on voit que ces colonies sont d'une bien plus grande valeur pour la mère-patrie qu'on ne le suppose généralement, et beaucoup plus grande que les politiques de l'école dont j'ai parlé ne voudraient le faire croire. (Écoutez ! écoutez !) Si ce que retire la mère-patrie de nos relations avec elle est d'assez peu d'importance pour donner cours aux doctrines de cette école, je crois qu'il ne serait pas difficile de démontrer que ce que nous retirons de notre connexion avec la Grande-Bretagne n'est pas très important pour nous, excepté sous le rapport de la défense. Si nous voulons vivre sous le vieux et glorieux drapeau, et conserver le titre honorable de sujets britanniques, est-il juste pour nos frères d'Angleterre, qui sont exempts de l'atteinte de l'ennemi, de dire qu'à moins que nous ne pourvoyions nous-mêmes à notre défense, il faut nous abandonner ? L'on nous regarderait comme déloyaux si nous prenions la même position et si nous disions que nous choisirons nous-mêmes nos relations si nous avons à pourvoir à tous les frais de notre défense. (Écoutez ! écoutez !) Je crois, M. l'ORATEUR, que nous devrions pouvoir dire à la mère-patrie que nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous défendre. Quand je dis que la dette du Canada n'est que de \$20 par tête, et que celle des États-Unis serait bientôt, si elle ne l'est déjà, de \$150 par tête de leur population, je suis prêt à ajouter que je suis parfaitement disposé, afin de compléter notre communication avec les bords de la mer, à construire le chemin de fer intercolonial et éviter la possibilité où nous sommes aujourd'hui de voir couper nos communications avec la Grande-Bretagne. Je suis prêt à ajouter \$10 de dette de plus sur chaque habitant de ce pays, afin que nous soyons placés dans la véritable position que nous devons occuper dans l'estime du peuple anglais et du monde,—celle d'un peuple qui ne regarde pas le simple sacrifice d'argent comme comparable au devoir de se défendre lui-même. (Écoutez ! écoutez !) Je crois,

M. l'ORATEUR, que lorsque les délégués de notre gouvernement iront en Angleterre, ils devraient pouvoir dire ce que nous sommes prêts à faire pour notre défense. Ils devraient pouvoir dire au gouvernement anglais que bien que nous soyons un jeune et comparativement pauvre pays,—bien que notre climat soit rigoureux et que la mer nous soit fermée pendant une grande partie de l'année,—cependant, que nous avons prouvé plus d'une fois que nous sommes un peuple à qui l'on ne pouvait pas enlever ses libertés par la force des armes, et que nous ne sommes pas prêts à nous les laisser enlever d'aucune autre manière ; que nous sommes prêts à prendre notre part dans toute mesure juste et raisonnable que pourra adopter la mère-patrie, mais que nous ne pouvons pas,—et que l'on ne doit pas s'y attendre,—nous charger de tout le poids de la défense de cette partie exposée de l'empire britannique. Voyez nos effets sur le marché anglais. Le public anglais est sous l'impression que nous pouvons à tout instant être envahis par les États-Unis, ou que les idées de l'école de Manchester peuvent prévaloir, et nos bons 5 pour cent sont à 80. La position des États-Unis le long de notre immense frontière ouverte est telle que, dans l'état d'excitation et de force où ils se trouvent aujourd'hui, nous pourrions être plongés dans les hostilités d'un moment à l'autre, et en conséquence notre gouvernement devrait dire aux autorités impériales "qu'il est absolument nécessaire de prendre des mesures de défense sur une grande échelle,—que nous sommes prêts à faire ce que devons faire, mais qu'elles ne doivent pas s'attendre à ce que nous en fassions tous les frais, outre que nous subirions les pertes qui résulteraient de la dépréciation de nos effets publics sur le marché. S'il nous faut le faire, ou même s'il nous faut faire de grandes dépenses, il faut que vous garantissiez nos débentures. Sachant que vous êtes notre garant, nous ne nous occupons pas que les États-Unis traversent notre frontière avec des intentions hostiles ou non. Si nos voisins savent que nous obtiendrons n'importe quelle somme nous aurons besoin, soit comme prêt de votre part ou avec votre garantie, de manière que nos bons resteront au pair sur le marché, ils y penseront à deux fois avant de nous attaquer." Lorsque le gouvernement anglais sera prêt à nous supporter de cette manière, je dis qu'alors nous devons marcher de l'avant et coopérer